

Coopération avec le système des Nations Unies

Liste des activités menées par l'UIP du 15 septembre 2017 au 15 mars 2018

dont le Conseil directeur de l'UIP a pris acte à sa 202^{ème} session
(Genève, 28 mars 2018)

Démocratie et droits de l'homme

L'UIP a poursuivi sa contribution au processus de négociation du pacte mondial pour les migrations de l'ONU, qui s'achèvera par la tenue d'une importante conférence en décembre 2018. La Présidente de l'UIP a conduit une délégation à l'occasion d'une réunion du 4 au 6 décembre à Puerto Vallarta (Mexique), lors de laquelle les débats sur la migration menés par l'ONU en 2017 ont été passés en revue. Le 11 décembre, le Chef du Bureau de l'Observateur permanent de l'UIP auprès des Nations Unies à New York a participé à une réunion-débat sur les droits politiques et civiques des migrants et des réfugiés. Par ailleurs, des parlementaires ont participé à des auditions multipartites menées par l'ONU le 18 décembre et le 21 février.

Organisée conjointement par l'ONU et l'UIP, l'Audition parlementaire 2018, qui a eu lieu les 22 et 23 février à New York, portait également sur la migration. Quelque 200 parlementaires ainsi que plusieurs hauts responsables de l'ONU, ambassadeurs et experts y ont participé. Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies a contribué activement à la préparation et à la tenue de cette audition. Celle-ci conduira à l'élaboration d'un document de l'Assemblée générale qui sera transmis aux Etats membres de l'ONU en tant que contribution officielle au pacte mondial pour les migrations.

Publiée conjointement par l'UIP et le PNUD, la deuxième édition du Rapport parlementaire mondial, intitulée *Le contrôle parlementaire : le pouvoir du parlement de demander des comptes au gouvernement*, a été lancée à l'occasion de la 137^{ème} Assemblée de l'UIP à Saint-Petersbourg. Le Rapport a été présenté à un groupe d'ambassadeurs de l'ONU ("amis" de l'UIP) lors d'un déjeuner de travail qui a eu lieu le 28 novembre à New York. L'UIP et le PNUD encouragent fortement les parlements à s'appuyer sur ce rapport pour évaluer leur performance en termes de contrôle et pour examiner notamment le rôle du parlement dans le suivi de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

Par ailleurs, le PNUD et l'UIP ont poursuivi leur projet conjoint d'assistance au Parlement du Myanmar, de même que leur collaboration en vue de soutenir les Parlements de Djibouti et de Géorgie. Les deux Organisations ont également entamé une collaboration en vue de soutenir le Parlement de Vanuatu.

De son côté, le Secrétaire général de l'UIP s'est exprimé dans le cadre du Segment de haut niveau de la 37^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Il a souligné l'action menée par l'UIP et ses Parlements membres en faveur de la démocratie et des droits de l'homme ainsi que les efforts déployés par l'Organisation pour encourager les parlements à contribuer à l'Examen périodique universel, qui passe en revue les réalisations des Etats membres de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme.

Egalité des sexes

Le nouveau site web du Réseau International de Connaissances sur les Femmes dans la Politique (iKNOW Politics) a été lancé à l'occasion d'un événement spécial organisé le 29 novembre au Bureau de l'UIP à New York. Projet commun de l'UIP, d'ONU Femmes, du PNUD et de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), iKNOW Politics est un espace de travail en ligne visant à faire avancer la participation politique des femmes. La violence faite aux femmes en politique a constitué le thème principal de cet événement spécial organisé à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

L'UIP a également participé, en tant que partenaire, à une réunion d'experts organisée par ONU Femmes et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) sur le même sujet. Cette réunion a été convoquée par la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence contre les femmes en vue de l'élaboration du Rapport 2018 à l'Assemblée générale des Nations Unies (73^{ème} session) sur la question de la violence à l'égard des femmes en politique. Cette réunion s'est tenue les 8 et 9 mars à New York.

A l'occasion de la 62^{ème} session de la Commission de la condition de la femme, l'UIP et ONU Femmes ont tenu, le 13 mars 2018, leur réunion parlementaire annuelle sur le thème de l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural. L'UIP a organisé deux autres réunions parallèles dans le cadre de cette session de la Commission, lors desquelles des questions relatives aux femmes ont été mises en avant.

Par ailleurs, l'UIP a poursuivi sa collaboration avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Elle lui a fourni des informations sur les pays devant présenter leurs rapports lors de ses 68^{ème} et 69^{ème} sessions à Genève (octobre-novembre 2017 et février-mars 2018). Le Secrétariat de l'UIP s'est réuni avec le Groupe de travail CEDEF-UIP du Comité lors de chacune de ces sessions afin d'examiner les moyens de renforcer la capacité des parlements à faire progresser l'égalité des sexes.

Autonomisation des jeunes

Une délégation de parlementaires du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP a participé au Forum annuel de la jeunesse du Conseil économique et social de l'ONU, qui s'est tenu les 30 et 31 janvier. Les participants se sont penchés à cette occasion sur le rôle des jeunes dans la construction de collectivités urbaines et rurales durables et résilientes.

Organisée conjointement par l'UIP et le Parlement du Canada, la quatrième édition de la Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP s'est tenue à Ottawa les 17 et 18 novembre. L'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies se sont exprimés dans le cadre de messages vidéo portant sur le thème de la Conférence, à savoir *Les jeunes parlementaires, vecteurs d'inclusion*. Parmi les intervenants figuraient notamment des représentants de l'OIT et d'ONUSIDA.

Les 27 et 28 septembre, l'UIP a également organisé la Conférence régionale à l'intention des jeunes parlementaires d'Afrique autour du thème *Autonomisation des jeunes : renforcer leur participation politique pour bâtir des sociétés plus inclusives et plus pacifiques*. Consacrée à l'autonomisation politique des jeunes et à la prévention de l'extrémisme violent, cette conférence a réuni des jeunes parlementaires mais aussi des intervenants de l'UNICEF, du PNUD, du HCDH et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Sécurité et paix dans le monde

Un représentant du Bureau d'appui à la consolidation de la paix de l'ONU a participé à une audition d'experts organisée le 18 octobre lors de la 137^{ème} Assemblée de l'UIP sur le thème *La pérennisation de la paix pour parvenir au développement durable*.

Egalement dans le cadre de la 137^{ème} Assemblée, la Commission permanente des Affaires des Nations Unies et la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale de l'UIP ont organisé conjointement un débat, le 16 octobre, sur le nouveau Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Parmi les orateurs figurait notamment la Présidente de la conférence préparatoire pour l'élaboration de ce Traité, Mme l'Ambassadeur Elayne Whyte-Gómez (Costa Rica). Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires invite expressément les parlementaires à participer à cet important processus.

Dans sa résolution annuelle sur le dialogue entre les religions adoptée mi-décembre, l'Assemblée générale des Nations Unies a salué la Déclaration de l'UIP intitulée *Promouvoir le pluralisme culturel et la paix à travers le dialogue interreligieux et interethnique* que la 137^{ème} Assemblée de l'UIP a fait sienne à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie).

Les 5 et 6 février 2018, l'ONUDC a participé à la première réunion du Groupe de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme. Il y a fait part de ses connaissances et de son savoir-faire en la matière. Depuis 2015, l'ONUDC et l'UIP collaborent étroitement dans le cadre d'un programme conjoint visant à remédier aux failles importantes qui se présentent dans la mise en œuvre des résolutions de l'UIP et de l'ONU sur la lutte contre le terrorisme. Le Groupe de haut niveau de l'UIP

sur la lutte contre le terrorisme a été créé pour orienter le plan d'action – élaboré par les Membres – du programme conjoint.

Développement durable

Pendant la période sous revue, l'UIP a participé activement à plusieurs réunions de groupes de travail du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC). L'UIP et le PNUD, qui a adhéré à ce Partenariat, élaborent ensemble une note d'orientation à l'intention des parlementaires sur la coopération pour le développement. Cette note a été conçue sous la forme de deux projets élaborés conjointement par l'UIP et le PNUD durant le premier trimestre de 2018.

Publié en janvier, le deuxième rapport du Secrétaire général de l'ONU intitulé *Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement* prévoyait une interaction entre l'ONU et les parlements.

L'UIP a contribué au rapport mondial du Forum de l'ONU pour la coopération en matière de développement en assurant la participation de plusieurs parlements à l'enquête qui précédera l'élaboration du rapport. L'Organisation a commencé à mobiliser les parlementaires en vue de leur participation à la réunion ministérielle bisannuelle de ce Forum en mai 2018.

Par ailleurs, l'UIP et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sont convenus d'un protocole d'accord définissant les priorités de leur coopération jusqu'à fin 2020. Ce protocole d'accord – qui, au moment de la rédaction du présent document, n'avait plus qu'à être signé – met en avant les ODD relatifs aux changements climatiques et à l'environnement et insiste sur le renforcement de la capacité des parlements à légiférer et à contrôler la mise en œuvre des lois et des politiques. Il devrait être signé par les dirigeants des deux Organisations dans les prochaines semaines. Parallèlement, l'UIP et le PNUE travaillent également à l'élaboration d'un document de référence pour les parlementaires sur l'économie verte.

Enfin, l'UIP et le PNUD ont continué de soutenir les parlements dans le cadre de leurs auto-évaluations relatives aux ODD, et ce par l'intermédiaire de l'outil d'auto-évaluation *Les ODD à l'usage des parlements*, réalisé conjointement par les deux organisations. Pendant la période sous revue, les Parlements de la Serbie, des Fidji, du Mali, du Kenya et de Djibouti ont présenté des plans d'action en vue de mettre en place des dispositifs institutionnels favorisant l'intégration des ODD dans leurs travaux.

Echanges de haut niveau

Le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne, M. Yury Fedotov, s'est exprimé au nom du Secrétaire général de l'ONU lors de la cérémonie d'ouverture de la 137^{ème} Assemblée de l'UIP, le 14 octobre, à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie). Dans le cadre de cette Assemblée, l'ancien Chef de cabinet de deux Présidents de l'Assemblée générale, M. l'Ambassadeur T. Christensen, a participé à une réunion-débat organisée le 18 octobre par la Commission permanente des Affaires des Nations Unies sur le thème *Le rôle de l'Assemblée générale des Nations Unies dans la gouvernance internationale : la voie à suivre*.

Le 13 novembre, la Présidente de l'UIP a rencontré le Haut-Commissaire assistant des Nations Unies pour les réfugiés, M. Volker Türk, et s'est entretenue avec lui au sujet de la nécessité pour l'UIP d'entreprendre davantage de travaux sur le terrain afin de relever les défis d'ordre législatif en termes de lois sur la nationalité. Ils ont également parlé de la nécessité de mener davantage de missions sur le terrain et le HCR a suggéré différents pays, notamment la République démocratique du Congo, le Soudan et la Zambie.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Miroslav Lajčák, s'est exprimé par l'intermédiaire d'un message vidéo à la séance d'ouverture de la quatrième Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP, le 17 novembre à Ottawa (Canada). Cette conférence était organisée en coopération avec le Parlement du Canada.

Le 27 novembre, la réunion annuelle des hauts dirigeants de l'ONU et de l'UIP s'est tenue au Siège de l'ONU à New York. Co-présidée par le Secrétaire général de l'UIP et la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Mme Amina Mohammed, cette réunion a permis de clarifier plusieurs questions liées à la coordination entre les deux Organisations aux niveaux national et mondial. Il en est ressorti entre autres que la tenue d'une réunion de travail en amont de la réunion annuelle des hauts dirigeants de l'ONU et de l'UIP serait souhaitable.

La Présidente de l'UIP a demandé un rendez-vous à Mme Mohammed afin de se présenter. Les discussions ont porté sur la bonne volonté de l'UIP, prête à coordonner son action avec celle de l'ONU, en particulier en ce qui concerne les Objectifs de développement durable (ODD) et l'autonomisation des femmes et des jeunes, qui est de la plus haute importance pour les parlements et les pays.

Egalement le 27 novembre, le Secrétaire général de l'UIP a rencontré l'Administrateur du PNUD, M. Achim Steiner, en vue de la signature officielle d'un nouveau protocole d'accord définissant les priorités et les principes institutionnels de la coopération à venir entre les deux organisations.

Le 28 novembre, 21 représentants permanents ont participé au déjeuner de travail du Groupe des amis de l'UIP. Organisé par le Secrétaire général de l'UIP, cet événement a donné le feu vert au processus de négociation devant mener à l'élaboration d'une résolution sur l'interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'UIP, laquelle devrait être adoptée en mai 2018.

Le 13 décembre, la Présidente de l'UIP a rencontré le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Zeid Ra'ad Al Hussein, auquel elle a rappelé la volonté de l'UIP de protéger et de défendre les droits de l'homme des parlementaires. Elle l'a aussi invité à participer à la 138^{ème} Assemblée et lui a demandé son appui pour la tenue d'ateliers qui donneraient aux parlementaires des informations de fond et des outils qui leur permettraient d'améliorer les politiques en matière de droits de l'homme dans leurs pays respectifs.

La Présidente de l'UIP et le Vice-Président du Comité exécutif ont rencontré, à la mi-décembre, le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, M. Michael Møller. Ils ont discuté de la coopération existante et étudié les possibilités qui s'offraient pour l'avenir, s'agissant en particulier des ODD. Ils ont proposé d'organiser un atelier à l'intention des présidents des commissions des affaires étrangères et des finances de tous les Parlements membres de l'UIP pour leur donner les informations pratiques nécessaires à une meilleure exécution du Programme 2030.

A la Réunion préparatoire à l'établissement du pacte mondial pour les migrations, tenue à Puerto Vallarta en décembre, la Présidente de l'UIP a rencontré le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Ambassadeur William Lacy Swing, et l'a invité à venir s'exprimer à la 138^{ème} Assemblée.

Le 22 février, la Présidente et le Secrétaire général de l'UIP ont rencontré le Secrétaire général de l'ONU afin de s'entretenir sur l'action parlementaire dans les principaux domaines figurant à l'ordre du jour international. Ils ont également examiné les moyens de renforcer le partenariat qui lie l'UIP et l'ONU. Ils ont relevé le rôle essentiel que joueront les parlements dans la réalisation des ODD, en particulier en ce qui concerne la ratification, l'adaptation de la législation nationale ou d'allocation de budgets, et en demandant des comptes, et la responsabilité qui était la leur de préparer le terrain pour que les ODD soient réalisables au niveau local. La Présidente de l'UIP a invité M. António Guterres à la 139^{ème} Assemblée, invitation à laquelle il a répondu favorablement.